

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, sur les relations entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, la non prolifération nucléaire, le développement économique de la Corée et les relations franco-coréennes, Séoul le 15 septembre 1993.

Monsieur le Président,

- Mesdames et messieurs,

- Je vous remercie de l'occasion qui m'est donnée de façon solennelle d'adresser au peuple coréen, à travers des représentants démocratiquement élus, le message d'amitié de la France.

- J'éprouve toujours une satisfaction particulière à venir dans une Assemblée nationale et j'ai moi-même siégé à l'Assemblée française pendant trente-cinq ans, et j'ai pu vivre à la fois les vicissitudes et les satisfactions des périodes difficiles, et les périodes heureuses d'un régime démocratique qui a su le rester, en dépit de ses crises internes, comme c'est la règle de toute société humaine.

- Et j'ai eu l'occasion de réfléchir sur ce difficile problème - difficile puisque non résolu depuis l'origine des temps - celui du parfait équilibre entre l'exécutif et le législatif. Il faut qu'ils vivent ensemble, chacun assurant sa fonction et ce devoir commun ne correspond pas toujours aux situations du moment mais je crois qu'une démocratie, qui reste par définition proche du peuple, parce qu'issue du peuple peut toujours surmonter ces contradictions et conduire nos sociétés vers le progrès et vers la paix.

- Le propre de la démocratie est d'être perfectible et de ne pas se laisser réduire à un seul critère. Aucun pays au monde ne peut se flatter d'offrir aux autres un modèle complet et définitif, et de la même façon qu'il ne saurait y avoir de démocratie, par définition sans les libertés, il ne saurait y avoir une définition trop différente des libertés à Séoul ou à Paris, en Europe, en Asie, ou ailleurs. C'est pour cela que la trajectoire politique de la Corée au cours de ces derniers temps est claire. Ce n'est pas le moindre de ce qu'on appelle à l'extérieur les "miracles coréens" que cette progression obstinée, courageuse vers la démocratie et vers les libertés. Obstination dans la progression qui peut servir de modèle. Au lendemain d'un conflit particulièrement meurtrier, les obstacles à surmonter pour vous étaient considérables : ruines à relever, la division, la partition de ce pays, le souci d'efficacité immédiate, en particulier les impératifs de sécurité, tout pouvait servir de prétexte à différer encore, à différer toujours l'avènement de la démocratie. Et pourtant, il s'est imposé une autre logique et le peuple a pris finalement en main ses propres destinées. Le parcours de votre nouveau Président de la République, sa détermination à réformer la vie publique, le soutien dont il bénéficie dans l'opinion témoignent du ferme engagement de son pays, de votre pays, dans la construction d'une démocratie pluraliste et moderne, soumise au règne de la loi, soucieuse des droits de la personne.

- En France, comme partout ailleurs où on aime la liberté, ce parcours de la Corée suscite sympathie et respect. A mesure que s'affirmait la légitimité de vos institutions, vous voyiez s'accroître votre audience internationale : entrée aux Nations unies, participation active aux instances de coopération régionale, établissement de relations nouvelles avec des adversaires

d'hier, la Corée est aujourd'hui un partenaire très écouté, et la France a toujours tenu à être à vos côtés. Comme elle l'a été dans la guerre, elle l'est aujourd'hui dans la paix. Membre permanent du Conseil de Sécurité, mon pays a pu peser dans un sens qui a toujours été celui des intérêts de la Corée et d'une amitié déjà très ancienne.\

C'est donc avec beaucoup de sérénité mais aussi beaucoup de force de caractère que vous pouvez vous préparer aux évolutions et aux échéances que l'histoire vous présente. Je pense, bien entendu, d'abord à la réunification de la péninsule coréenne, parviendrez-vous à surmonter cette division artificielle, cruelle ? Moi, je le crois. La fin de la guerre froide, le refus d'une idéologie condamnée partout où elle a triomphé devrait permettre qu'en Corée aussi l'aspiration à l'unité nationale soit satisfaite. Je le souhaite & c'est une situation anormale mais elle dépend d'une large part de vous, pas seulement de vous mais beaucoup de vous. Vous seuls, votre gouvernement, votre Président, pourrez déterminer la méthode qui vous permettra de réaliser cette unité de la péninsule coréenne. On peut souhaiter, et je souhaite moi-même, qu'on ne laisse pas aux forces obscures des rivalités, des ambitions, ou aux dictatures, le soin de régler ce type de problème & mais je reconnais que le problème qui vous est posé avec votre voisin du Nord requiert beaucoup de richesse d'esprit et de force de caractère. Je laisse à l'Assemblée nationale et aux dirigeants coréens le soin de trouver ou d'imposer les solutions nécessaires.\

Avec sagesse, votre gouvernement a choisi pour mettre fin à la partition une approche progressive, que je crois réaliste et pacifique. Avant de nouer avec Pyong-Yang des liens nouveaux, il a posé un préalable : que la Corée du Nord renonce définitivement à ses ambitions en matière d'armements nucléaires et qu'elle permette, conformément à ses engagements librement souscrits à la communauté internationale, et en particulier à l'Agence internationale de l'Energie Atomique, de vérifier qu'il en est bien ainsi. Ce n'est pas le seul problème mais c'est le problème majeur : vous devez vous sentir en sécurité. Nous attachons, nous-mêmes, une importance fondamentale au respect rigoureux des dispositions du traité de non-prolifération. C'est la raison pour laquelle la France s'est prononcée en faveur d'une prorogation inconditionnelle et indéfinie de ce Traité, lors de la conférence d'extension de 1995, et qu'elle oeuvre activement en faveur de cet objectif et de l'adhésion universelle au TNP.

- Le monde ne peut pas se résigner à tolérer des menaces nucléaires potentielles mais, pourtant, ce danger existe. C'est à la communauté internationale de le conjurer, et, je dois, en cet instant solennel, m'adresser aux responsables eux-mêmes en leur montrant que la voie dans laquelle ils s'engagent, s'ils persévèrent sur le plan de la menace nucléaire, ne peut que conduire à l'accumulation des ruines, à l'empêchement de tout progrès (craignant pour la sécurité, chaque pays ne songera qu'à s'armer pour se défendre) et finalement, en fin de compte, au déclin d'un peuple qui aura cru détenir l'arme de la puissance et qui n'aura possédé qu'un jouet dérisoire tant le monde aujourd'hui dépend du rapport des forces qui réside sur tous les continents et pas simplement sur une partie du monde.

- La France a pris l'initiative de suspendre ses essais nucléaires en avril 1992. C'est une décision que j'ai prise moi-même, après avoir écrit au Président Bush, à M. Major et à M. Eltsine, en particulier, pour leur demander de saisir cette occasion pour interrompre, suspendre leurs propres essais nucléaires. Ils ont répondu favorablement, de telle sorte que lorsque M. Clinton m'a demandé de prolonger le moratoire que j'avais moi-même demandé, il était logique de répondre favorablement.

- J'espère que nous utiliserons au mieux cette trêve du surarmement nucléaire pour parvenir à établir les fondements d'une paix délivrée de ces menaces terribles. Il va s'ouvrir une négociation multilatérale à Genève au sein de la conférence du désarmement & elle devrait aboutir à un traité d'application universelle comportant un régime de vérification internationale. En tout cas, c'est ce à quoi la France va s'appliquer.\

On peut dire que, depuis 1989, avec les événements de Berlin et ce qui s'en est suivi, nous sommes rentrés dans une ère nouvelle de la vie internationale. Songez à ces empires, ou à cet empire, qui s'est écroulé sur lui-même. Cette ère nouvelle soulève l'espoir et remplit ses promesses mais on en voit déjà les difficultés car les hommes ont toujours beaucoup de peine à

s'adapter aux circonstances auxquelles ils n'étaient pas préparés. Si l'on songe à cet immense continent euro-asiatique, qui est encore coupé en morceaux par l'emprise du totalitarisme, lorsque nous nous retournons vers ce continent et observons l'enchevêtrement de ses croyances, de ses nationalités, de ses ethnies, la profondeur de ses histoires, de son histoire, dans sa diversité, quelle extraordinaire liberté d'imaginer et d'entreprendre, cet ensemble de civilisations pourrait offrir aux générations nouvelles ! Et, en même temps, quel danger il recèle puisqu'à tout moment des conflits surgissent ou peuvent s'étendre, conflits contagieux, exigeant une loi internationale plus ferme qu'elle ne l'est aujourd'hui. Cet environnement international radicalement bouleversé par la disparition des blocs et de l'empire soviétique rend à la fois nécessaire et possible un accroissement du rôle de l'Organisation des Nations unies et en particulier de son action diplomatique préventive et de maintien de la paix. La France a des soldats aujourd'hui un peu partout dans le monde, mais pas pour faire la guerre, pour faire la paix. Ces soldats sont les plus nombreux parmi les contingents des Nations unies déployés dans le monde. Ce sont des missions qui, partout, contribuent à rechercher la paix en empêchant les combattants de s'entre-tuer. Et je tiens à saluer la décision courageuse qu'a prise le gouvernement coréen en acceptant d'assumer lui aussi sa part du fardeau en envoyant, notamment, des casques bleus en Somalie. Cependant, l'Organisation des Nations unies même renforcée dans ses moyens, rationalisée dans son fonctionnement, ne pourra devenir à elle seule la nouvelle règle du jeu international. Les instances de concertation, de coopération, d'intégration régionale, sont appelées elles aussi à jouer un rôle déterminant qu'il s'agisse d'organiser des complémentarités économiques et commerciales, de faciliter des échanges d'idées ou de personnes, d'élaborer par delà des alliances traditionnelles des mécanismes nouveaux de sécurité collective.

Il faut que je vous dise un mot sans trop vous retarder d'une organisation spécifique à laquelle nous appartenons, nous Français, qui s'appelle la Communauté européenne. La Communauté européenne réunit douze pays, et s'est dotée d'institutions communes. Elle n'a pas supprimé l'existence des Etats qui la composent, mais elle décide en commun dans un certain nombre de disciplines et de secteurs, et nous voyons l'Europe se former sous nos yeux. J'ai la ferme conviction que l'Union européenne qui va naître avec la mise en oeuvre du Traité de Maastricht constituera l'une des clés de voûte de cette architecture. Cette Communauté ne restera pas à douze, d'autres pays d'Europe sont candidats. Elle va donc s'élargir, mais en même temps qu'elle s'élargit, il faut qu'elle s'approfondisse, qu'elle se dote de nouvelles structures. C'est l'ensemble économique le plus ouvert aux échanges dans le monde. Et même, on peut dire, sur le plan commercial, que c'est la première puissance du monde. Cette vocation européenne à l'ouverture et à la solidarité fait partie de notre raison d'être. Encore faut-il que les règles d'organisation du commerce mondial soient respectées par tous. Que chacun consente à des efforts. On parle d'un accord mondial sur le commerce, il est souhaitable et il est désiré par la France. Mais il ne peut pas être conclu sur l'injustice. Il exige des sacrifices comparables de part et d'autre. Il ne peut pas être l'expression de la loi du plus fort.

A l'autre extrémité de ce que l'on appelle l'Eurasie, enfin notre continent commun, la zone Asie-Pacifique, s'est aussi engagée dans un processus d'intégration économique remarquablement rapide et je tiens à vous en féliciter. Je sais que des réflexions sont en cours, des initiatives prises pour renforcer ou compléter les structures régionales existantes et donner à cette évolution des prolongements institutionnels. C'est ce que nous recherchons dans l'Europe de la Communauté et que nous sommes parvenus à réaliser dans de larges domaines. Nous suivons, nous pays européens, avec un grand intérêt les progrès que vous accomplissez dans cette voie. Notre Communauté renforce ses liens avec chacun des pays de votre région. Le cadre de travail mis en place avec la Corée, par exemple, commence à porter ses fruits, en particulier grâce à ce que l'on appelle - terme technocratique, toujours un peu difficile à saisir - des rencontres sectorielles. On s'est aperçu qu'il y avait un potentiel de coopération important, l'automobile, les transports maritimes, la protection des brevets, la lutte contre la contrefaçon sont vraiment des domaines où les progrès sont à portée de la main, si nous le voulons. Allons au-delà, si vous le voulez bien.

- La nouvelle politique économique arrêtée par le gouvernement coréen, fondée sur l'ouverture et

un jeu plus libre des lois du marché, contribuera considérablement à arrimer l'économie coréenne aux économies des pays membres de l'OCDE et à créer des conditions de l'adhésion prochaine de la Corée à cette organisation. En tout cas, nous en sommes, nous, Français, partisans.

- La réforme du système bancaire que vous avez engagée, l'ouverture progressive aux investissements étrangers, la libéralisation graduelle des marchés financiers, la suppression planifiée des réglementations qui paralysent l'action des entreprises sont des orientations que nous accueillons favorablement. Elle nous seront bénéfiques à vous comme à nous.

- Je sais que l'agriculture et l'espace rural sont en Corée comme en France les bases mêmes de nos sociétés traditionnelles et qu'il convient de les préserver, sinon nous nous couperions de nos propres racines. Veillons dans les négociations commerciales du GATT à préserver ce patrimoine. Nous avons une société d'essence rurale en France, même si le développement industriel est considérable et nous ne voulons pas dilapider ce trésor qui représente toute notre histoire.\

Voilà, Mesdames et messieurs, quelques données que je pourrai compléter par exemple en m'attardant, mais je ne le ferai pas, sur ce qu'on appelait le tiers monde, notion qui tend d'ailleurs à changer de signification, c'était hier un enjeu d'idéologie, c'est maintenant dépassé. Reste encore cette réalité encore cruelle de deux humanités dont les destins divergent dramatiquement. Aujourd'hui, le problème nucléaire et le problème de la pauvreté par rapport à la richesse dans le monde sont, ou peuvent être demain les seules véritables causes de conflit international. Il faut donc y prendre garde et la Corée a dans ce domaine une responsabilité particulière. Vous avez accompli l'exploit unique de passer en une seule génération d'une situation qui était celle du dénuement attaché au drame que vous avez vécu, au statut de grand pays industrialisé, et vous avez fait franchir des progrès considérables au niveau de vie de vos habitants. En visitant ce matin l'exposition internationale de Taejon, j'ai pu prendre la mesure de vos capacités et de vos ambitions, l'histoire de cette réussite constitue un exemple à suivre et je tiens à le proclamer devant le peuple coréen. Eh bien maintenant, continuons d'unir nos expériences, nos moyens au service du développement. Que nos entreprises définissent les formes d'une coopération dans ce domaine essentiel, le champ ouvert à notre coopération est si vaste à la condition, mesdames et messieurs, que nous apprenions à nous connaître.\

Tout à l'heure, dans la conversation qui a précédé cette réunion plénière de l'Assemblée, avec quelques-uns de vos dirigeants, nous en parlions, et ils regrettaient que la France connût aussi peu la Corée. On a coutume de dire que les Français ne connaissent pas très bien la géographie et qu'ils voyagent assez peu par rapport à beaucoup d'autres. Ils se trouvent bien chez eux ! Ce n'est pas un crime ! Mais évidemment cela les prive un peu d'une expérience de la vie internationale et des échanges, et nous nous efforçons de les mener, de les conduire à faire valoir leurs capacités technologiques, intellectuelles et culturelles. Pour mieux échanger, il faut que les Français connaissent la Corée, et je pense que le voyage que j'effectue, accompagné par quatre membres du gouvernement de la République française, aura une répercussion dans notre opinion publique et que l'on se rendra compte qu'il y a là un pays qui a des liens d'extrême sympathie pour le nôtre, qui envoie ses jeunes étudiants en grand nombre à l'université pour apprendre notre langue. Même M. le Président de cette Assemblée m'a accueilli, il y a un moment, en prononçant quelques mots de français, il m'a dit qu'il les avait appris ce matin, mais moi, je n'ai pas encore commencé, il a donc de l'avance sur moi ! Il faut donc commencer par apprendre le coréen, bien entendu je n'ai pas cette ambition, mais j'ai l'ambition de transmettre ce message et de conduire beaucoup de jeunes intelligences à s'informer de votre culture, de votre langage, de vos moeurs et à désirer connaître votre pays. C'est ce qui sera fait.\

Mesdames et messieurs, notre coopération avance, pas assez. Votre développement continue, pas assez. Votre économie est en train d'opérer ce qu'on appelle un saut qualitatif. On peut vous y aider et la France aussi a besoin de vous, ce n'est pas à sens unique. Vous avez des industries qualifiées et performantes, et il faut que la France soit réceptive aux capacités de production coréenne. Je forme le voeu que ma visite puisse faire de la Corée et de la France des pays partenaires, ils sont déjà amis, ils ne sont pas assez partenaires.

- Je suis conscient des obstacles qui existent. La distance d'abord, mais aussi des images

héritées de pensées déjà anciennes qu'il faut savoir surmonter, également de part et d'autre. Il y a dans nos civilisations respectives un très grand attachement pour la culture, pour l'éducation, pour la recherche et pour la création. M'ont accompagné ici, dans mon voyage en Corée, de nombreux industriels ou chefs d'entreprise parmi nos plus grandes entreprises, mais aussi des artistes, des créateurs, des écrivains, des éditeurs. Nous pensons, et je pense personnellement, que rien ne doit passer avant la création, la capacité d'inventer. Mais quand on a acquis l'invention, encore faut-il savoir la partager. Nous avons à apprendre chez vous, vous avez à apprendre chez nous.

- Mesdames et messieurs, je vous salue. J'aperçois en vous collectivement la naissance d'un acteur important de la vie internationale, un pôle de stabilité et demain de prospérité pour l'ensemble de cette région et sans doute pour l'ensemble du concert des nations. Vous en faites un pays ouvert, je vous ai dit qu'il était un pays respecté, vous appartenez au cercle encore trop fermé des grandes démocraties développées. Voilà de quoi travailler et engager une vie politique responsable. Vous êtes ici des députés et votre engagement ne se justifie que si, en fin de compte, au bout de la route, ayant eu l'ambition de faire avancer en même temps que soi la société tout entière, de quelques kilomètres, on se retrouve l'ayant fait avancer de quelques mètres. Encore est-ce bien ambitieux ! N'en soyons pas déçus, l'important était de ne pas reculer et de ne pas rester sur place. La justification de votre vie politique, de votre responsabilité nationale, c'est de mener la Corée plus loin encore dans la voie du progrès, des libertés et de la paix. C'est le raisonnement que je tiens pour la France. Je vous remercie d'aboier bien voulu m'entendre, mesdames et messieurs.

- Vive la Corée !

- Vive la France !\